ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 23 NOVEMBRE 1958

2e CIRCONSCRIPTION DE DIJON

Electrices, Electeurs !

Le coût de la vie ne cesse d'augmenter. La crise économique menace. Réductions d'horaires et début de chômage frappent déjà les travailleurs. En ALGERIE, la guerre s'éternise.

Le Parti Communiste Français considère que **la domination des capitalistes est la cause profonde** de la misère, du colonialisme et de la guerre et que la seule solution complète de ces problèmes, c'est le socialisme.

Par la socialisation des grands moyens de production et d'échange, le socialisme met fin à l'exploitation du travail d'autrui ; il supprime pour **toujours les causes des crises économiques et des** guerres ; il donne à l'humanité la complète jouissance **des richesses de la nature, du travail et de la** science.

Cependant, il est possible, dès maintenant, de réaliser une politique répondant aux exigences des travailleurs et de la nation.

Depuis dix ans, la production par ouvrier a augmenté de 40 %, apportant au grand patronat des profits fabuleux.

Le grand capital peut donc payer les frais d'une politique de progrès social.

Depuis dix ans, de l'INDOCHINE à l'ALGERIE, les guerres coloniales ont ruiné le budget de la France et empêché tout progrès.

Par la négociation, la guerre en ALGERIE peut finir.

Certes, la Constitution adoptée le 28 Septembre a diminué considérablement le rôle de la prochaine Assemblée Nationale. Le système électoral a pour but de réduire la représentation des travailleurs manuels et intellectuels de la ville et de la campagne. Il sera donc plus difficile que par le passé de défendre au Parlement les revendications de la population laborieuse.

Les députés communistes s'appuieront constamment sur la volonté populaire exprimée par les organisations et groupements ouvriers et démocratiques.

Tout en poursuivant son action pour la révision démocratique de la Constitution par le peuple souverain, le Parti Communiste considère qu'il est possible de réaliser le programme de justice sociale et de salut national suivant :

— **RELÈVEMENT DU NIVEAU DE VIE DES MASSES POPULAIRES,** par l'augmentation des salaires, traitements, retraites, pensions et prestations familiales. Retour à la semaine de 40 heures sans diminution de salaire, création d'une véritable assurance chômage aux frais du patronat. Aide aux petits et moyens paysans, ainsi qu'à l'artisanat, au petit commerce et à la petite entreprise, menacés par les monopoles.

— **PAIX EN ALGÉRIE** par la négociation avec ceux contre qui la FRANCE se bat, et établir avec l'ALGÉRIE comme avec tous les peuples coloniaux — y compris la GUINÉE — des rapports nouveaux fondés sur l'indépendance, l'égalité des droits et avantages mutuels.

— **POLITIQUE EXTÉRIEURE D'INDÉPENDANCE FRANCAISE ET DE PAIX** fondée sur la coopération pacifique avec tous les peuples sans exclusive, l'arrêt des expériences atomiques, de la remilitarisation de l'ALLEMAGNE et de la course aux armements.

— **RÉDUCTION MASSIVE DES DÉPENSES MILITAIRES ET RÉFORME DÉMOCRATIQUE DE L'IMPOT** frappant le grand capital et les profiteurs de guerre, afin :

— de donner à l'industrie et à l'agriculture, à la technique, à la recherche scientifique et à la culture les moyens nécessaires à la grandeur française ;

— de donner aux familles et à l'enfance des logements à des prix accessibles et tout ce qui permet d'assurer la santé physique et morale.

— **GARANTIE DE L'AVENIR DE LA JEUNESSE,** par la réforme démocratique et laïque de l'enseignement, la création des emplois nécessaires à la jeune génération, des équipements sportifs, l'aide aux jeunes et futurs ménages.

— **RESTAURATION DE LA RÉPUBLIQUE ET CONSTRUCTION D'UNE DÉMOCRATIE RÉNOVÉE.**

Electrices, Electeurs !

Vous savez, d'expérience, que les principales conquêtes sociales, les 40 heures, les congés payés, les conventions collectives, l'Office du blé, furent arrachés à l'époque du Front Populaire, lorsque les députés communistes étaient nombreux à la Chambre.

De même c'est au lendemain de la Libération, lorsque les communistes étaient au gouvernement, que furent imposés les nationalisations, la Sécurité Sociale, la retraite des vieux, le Statut des fonctionnaires, le Statut du fermage et du métayage.

Et c'est encore grâce aux 150 députés communistes que furent obtenus dans la dernière législature les trois semaines de congé et le Fonds National de vieillesse.

Vous savez que notre Parti ne porte aucune responsabilité pour l'état de choses actuel et pour tout ce qui y a conduit : il n'est pour rien dans ces guerres coloniales incessantes, dans cette politique extérieure à la remorque du bloc agressif de l'Atlantique dans cette course aux armements, dans ces deuils, dans ces dépenses militaires, dans la situation aggravée des masses laborieuses.

C'EST POURQUOI AU PREMIER TOUR DE SCRUTIN, VOUS FEREZ CONFIANCE AU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, A SA POLITIQUE ET A SON PROGRAMME DE JUSTICE SOCIALE, DE DÉFENSE DES LIBERTÉS, DE LA PAIX ET DE L'INDÉPENDANCE NATIONALE.

Au deuxième tour de scrutin, notre Parti fera tout pour rassembler les forces républicaines contre la réaction et contre ceux qui se sont associés à elle et partagent avec elle la responsabilité du pouvoir, et des difficultés actuelles.

Le Parti Communiste Français ne donnera aucune prime, aucune récompense à ceux qui s'emploient à diviser la classe ouvrière et les forces républicaines par l'anticommunisme et qui se complaisent dans le rôle d'alliés de la réaction.

POUR RÉALISER CETTE POLITIQUE CONFORME AUX ASPIRATIONS DE NOTRE PEUPLE ET AUX INTÉRÊTS DE LA NATION ;

POUR ASSURER LA PRÉSENCE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE D'UN GROUPE COMMUNISTE IMPORTANT ET LUI DONNER L'AUTORITÉ DE MILLIONS DE VOIX ;

POUR LA VICTOIRE DE LA RÉPUBLIQUE ;

POUR L'AVENIR DE LA FRANCE ;

VOTEZ ET FAITES VOTER POUR

Gilbert LONGET

Cheminot

Ancien Déporté de la Résistance

Secrétaire Fédéral

CANDIDAT DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

« REMPLAÇANT ÉVENTUEL »

Jean-Claude WEILL

Professeur, Agrégé de l'Université

IMP. COOP. OUV. — DIJON.